

*Délibération n° 180/2018 du 07 septembre 2018 portant désignation des membres du Conseil municipal au sein de la SEM VAITAMA pour l'assainissement des eaux usées*

**LE CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE PUNAAUIA**

- **VU** la loi n° 71/1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française ;
- **VU** le décret n° 72/407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;
- **VU** la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, modifiée par la loi organique n° 2007-223 du 21 février 2007 puis par la loi organique 2007-1719 du 07 décembre 2007 ;
- **VU** l'ordonnance n° 2007-1434 du 05 octobre 2007 rendant applicable les dispositions du Code général des collectivités territoriales aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics ;
- **VU** la délibération n° 36/97 du 18 juillet 1997 approuvant les statuts de la société d'économie mixte pour l'assainissement des eaux usées de TAHITI dénommée VAI TAMA ;
- **VU** la délibération n° 73/2014 du 15 mai 2014 portant désignation des membres du Conseil municipal au sein de la SEM pour l'assainissement des eaux usées dénommée VAI TAMA ;
- **VU** les articles L. 2121-33 et L. 5211-6 et suivants du Code général des collectivités territoriales ;
- Après en avoir délibéré, le Conseil municipal ;
- En sa séance du 07 septembre 2018 ;

**ADOpte**

**Article 1** – Sont désignés en qualité d'administrateurs de la commune de PUNAAUIA au sein de la SEM pour l'assainissement des eaux usées dénommée VAI TAMA les membres du Conseil municipal suivants :

**Administrateurs**

*Monsieur Simplicio LISSANT, Maire*

*Monsieur Patrick HOWELL, Conseiller*

**Article 2** – La délibération n° 73/2014 du 15 mai 2014 susvisée, est abrogée.

- Article 3 -** La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux (2) mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.
- Article 4 -** Le Maire et le receveur municipal sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente délibération.

*Fait et délibéré le 07 septembre 2018,  
Extrait certifié conforme au registre des délibérations,*

Le secrétaire de séance,

Le Maire,

**Tania MANEA-LYAU**

**Simplicio LISSANT**

